

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 2^e trimestre 2026



PANORAMA GÉNÉRAL

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 2^e trimestre 2026

17 500 défaillances d'entreprises au 2^e trimestre 2026 (+5,4 %)

37 700 entreprises ont fait défaut sur six mois, soit 1 500 de plus que lors du 1^{er} semestre 2025

Les très petites et les jeunes entreprises sont les plus exposées aux difficultés, limitant l'impact sur les emplois menacés

Les tendances qui alertent

- En T2, un niveau de défauts 40 % plus haut qu'avant Covid
- +8,3 % de défauts chez les entreprises -3 salariés
- + 12,7 % pour les entreprises de -3 ans
- Les services décrochent, le monde agricole sous tension
- La région AURA, 2^e pôle économique du pays, est dans le rouge

Les signaux d'accalmie ou d'amélioration

- L'emploi menacé est en baisse de 9,5 %
- - 3,3 % de défauts chez les entreprises de 3-19 salariés
- La construction et le commerce hors automobile sont stables
- La moitié des régions repasse dans le vert



Paris, le 16 juillet 2026

Altare, expert référent de la donnée d'entreprises, dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 2^{ème} trimestre 2026.

Avec 17 486 procédures ouvertes, en hausse de 5,4 % sur un an, le deuxième trimestre confirme le niveau élevé de défaillances en France. Depuis le début de l'année, 37 700 entreprises sont tombées dont les deux tiers directement en liquidation, soit 1 500 de plus par rapport à la même période 2025.

Les difficultés frappent plus particulièrement les très petites et les jeunes entreprises, contribuant à modérer l'impact social de la hausse des défauts : le nombre d'emplois menacés recule de 9,5 % sur un an et concerne désormais 58 830 salariés.

17 486 défaillances au 2^{ème} trimestre, un niveau très élevé mais une tension moindre sur l'emploi

Le deuxième trimestre 2026 se clôture sur 17 486 défaillances d'entreprises, en hausse de 5,4 % sur un an. Même si le rythme décélère depuis plusieurs mois, le volume des défauts dépasse de près de 40 % les seuils observés avant la crise sanitaire ; les défaillances trimestrielles étaient alors inférieures à 13 000.

349 ouvertures de **sauvegarde** ont été enregistrées ce trimestre. Cette procédure préventive demeure marginale et ne représente plus que 2 % de l'ensemble des jugements prononcés, contre plus de 3 % en 2023.

Les **liquidations judiciaires** directes restent très largement majoritaires avec 11 591 jugements, **en hausse de +4,8 % sur un an**. Elles concentrent un peu plus des deux tiers des procédures (66,3 %).

La dynamique du trimestre est tirée par les **redressements judiciaires** (5 546), en hausse de 7,1 %. Leur part dans l'ensemble des défaillances atteint désormais 31,7 %, contre 31,2 % un an plus tôt et seulement 23,7 % en 2022.

L'**impact social** de ces défaillances est important mais il s'atténue. Le nombre d'emplois menacés s'établit à 58 830, en recul de -9,5 % par rapport au deuxième trimestre 2025 et bien en deçà des 69 500 emplois observés au deuxième trimestre 2024.

Les très petites entreprises en première ligne, les PME sous vigilance.

Les structures de **moins de trois salariés** concentrent 75 % des procédures collectives et donnent le La sur la tendance globale. Sur cette catégorie, 13 185 défaillances ont été recensées, en hausse de 8,3 % sur un an. Un phénomène qui illustre la persistance des tensions de trésorerie qui affectent les plus petites entreprises. À l'inverse, les entreprises de **3 à 19 salariés** affichent une amélioration relative.

Elles totalisent 3 769 défaillances au T2 2026, contre 3 896 au T2 2025, en recul de 3,3 %. Cette tranche, qui représente encore 21,6 % des procédures, contribue à amortir la dégradation globale du trimestre.

Les **structures d'au moins 20 salariés** restent minoritaires en nombre mais leur évolution est à surveiller : 532 procédures ont été enregistrées soit +2,9 % sur un an, un volume tiré par les sauvegardes (51 procédures, +27,5 %) et les redressements judiciaires (352, +6,7 %), tandis que les liquidations judiciaires directes reculent à 129 jugements (-12,2 %). Il faut y voir une lueur positive : car si les tensions économiques pèsent sur les entreprises, le recul des liquidations directes laisse entrevoir une reprise ou une poursuite d'activité.

Les jeunes entreprises sont fortement exposées

La vulnérabilité des plus jeunes entreprises est particulièrement marquée. Les défaillances des structures de **moins de trois ans** progressent de 12,7 % sur un an pour atteindre 2 248 procédures. **Plus des trois quarts se soldent par une liquidation judiciaire directe.**

L'essentiel (93%) de ces jeunes entreprises ne sont pas des micro-entreprises (ou auto-entrepreneurs) mais des sociétés commerciales. La restauration, la vente et la réparation automobile y sont fortement représentées. Le second œuvre du bâtiment est aussi très présent, mais les défaillances y diminuent sensiblement.

Les entreprises de **3 à 5 ans** demeurent les plus nombreuses à défaillir. Avec 4 913 procédures recensées au T2 2026, la hausse (+5,1 %) est alignée avec la tendance globale (+5,4%).

Les **entreprises de 6 à 10 ans** affichent également un niveau élevé de défaillances, avec 4 665 procédures (+3,1 %).

3 464 sociétés de **plus de 16 ans** ont défailli au deuxième trimestre 2026, soit une augmentation de 5,6 % sur un an.

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre
(Données arrêtées au 1^{er} juillet de chaque année)

	2022 T2	2023 T2	2024 T2	2025 T2	2026 T2	EVOLUTION T2 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	289	431	416	349	349	0,0%	367
Redressements Judiciaires	2 325	3 465	4 817	5 177	5 546	7,1%	4 266
Liquidations judiciaires directes	7 212	9 370	11 138	11 060	11 591	4,8%	10 074
Total défaillances	9 826	13 266	16 371	16 586	17 486	5,4%	14 707
Total Emplois menacés	30 560	55 700	69 500	65 000	58 830	-9,5%	55 918
Emplois menacés par entreprise	3,1	4,2	4,2	3,9	3,4		3,8

Détail des défaillances d'entreprises au 2^e trimestre 2026 dans les régions

Six régions métropolitaines passent dans le vert

La **Corse** enregistre 85 défaillances, soit -15,0 % sur un an. Cette baisse résulte notamment du recul observé en Haute-Corse tandis que la Corse-du-Sud se dégrade rapidement.

Le **Centre-Val de Loire** compte 479 défaillances (-12,8 %). La baisse est particulièrement forte dans le Cher, l'Indre-et-Loire et le Loir-et-Cher, tandis que le Loiret poursuit sa dégradation.

La **Bourgogne-Franche-Comté** enregistre 468 défaillances (-8,8 %). Le recul est tiré par le Doubs et la Côte-d'Or, alors que la Saône-et-Loire est dans le rouge.

En **Normandie**, les défaillances diminuent de 6,3 % pour atteindre 608 procédures. La baisse est concentrée en Seine-Maritime et dans la Manche, tandis que le Calvados est en hausse sensible.

La **Bretagne** totalise 566 défaillances (-4,2 %). Le recul provient principalement des Côtes-d'Armor et du Morbihan, alors que le Finistère et l'Ille-et-Vilaine atteignent un nouveau point haut.

Enfin, **Provence-Alpes-Côte d'Azur** affiche une légère baisse de 1,1 % avec 1 523 défaillances. Les procédures reculent dans les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône mais progressent fortement dans le Vaucluse.

Quatre régions limitent la progression des défaillances sous la moyenne nationale

L'**Île-de-France** demeure naturellement la région la plus touchée avec 4 305 défaillances mais la hausse est contenue à 4,8 %. Cette progression est portée par les Hauts-de-Seine, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis et Paris. Les autres départements franciliens amorcent un recul.

La **Nouvelle-Aquitaine** enregistre 1 704 défaillances (+4,9 %). La moitié des départements passe au vert, notamment, la Charente-Maritime ou le Lot-et-Garonne. Pyrénées-Atlantiques et Haute-Vienne accusent des hausses sensibles.

Le **Grand-Est** totalise 1 103 défaillances (+3,1 %). Les progressions les plus marquées concernent la Haute-Marne, la Meuse et la Marne, tandis que la Moselle s'améliore.

Les **Pays de la Loire** sont presque stables avec 767 défaillances (+1,5 %). La sinistralité recule nettement dans la Sarthe et augmente fortement en Vendée.

Les tensions sont plus marquées dans trois grandes régions.

L'**Occitanie** enregistre 1 533 défaillances, soit +6,8 %. La hausse est tirée par l'Hérault mais huit autres départements sont également dans le rouge. A l'inverse, le nombre de défauts recule en Haute-Garonne.

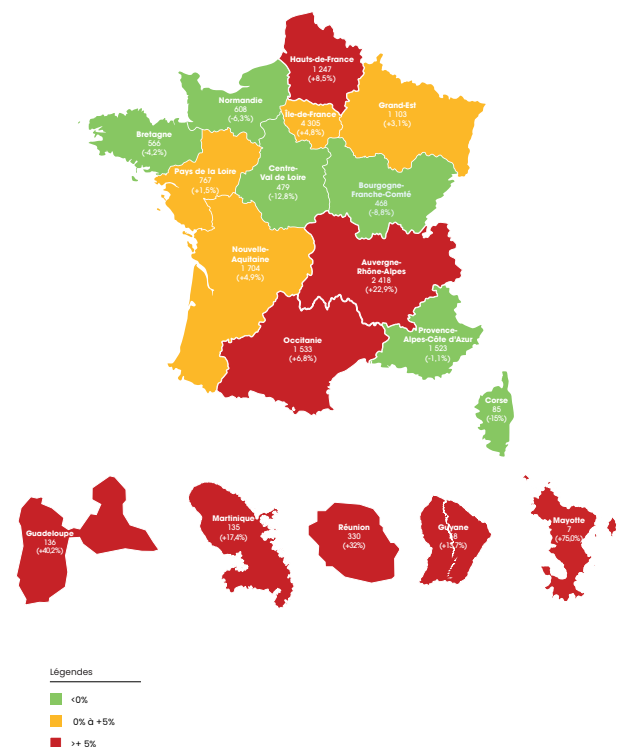
Les **Hauts-de-France** comptent 1 247 défaillances (+8,5 %). Cette dégradation est portée par le Nord, le Pas-de-Calais et l'Aisne.

La situation est particulièrement tendue en **Auvergne-Rhône-Alpes**, où les défaillances bondissent de 22,9 % pour atteindre 2 418 procédures. La hausse est portée par le Rhône et l'Isère. Seuls deux départements, l'Ain et le Cantal s'améliorent.

L'outre-mer marquée par de fortes augmentations

La **Guadeloupe** enregistre 136 défaillances (+40,2 %), la **Martinique** 135 défaillances (+17,4 %) et la Guyane 58 défaillances (+13,7 %). À la **Réunion**, les procédures bondissent à 330 cas (+32,0 %), tandis que Mayotte ne compte que 7 défaillances.

Carte d'évolution des défaillances par région au 2nd trimestre 2026



De nombreuses activités restent en zone de turbulence



CONSTRUCTION : UN PEU DE RÉPIT MAIS L'IMMOBILIER ET LES TP ENCORE DUREMENT TOUCHÉS

Avec 4 148 défaillances au T2 2026, la construction fait preuve d'une remarquable stabilité (-0,8 %), mais à un niveau qui demeure élevé. Cette résistance résulte d'évolutions opposées avec d'une part le recul sensible des défaillances dans le bâtiment, et d'autre part la forte dégradation des activités immobilières et travaux publics.

Le **gros œuvre** présente une franche embellie (1 054 défaillances ; -12,4 %), portée notamment par la **maçonnerie** (-12 %) et la **construction de maisons individuelles** (-11 %). Le second œuvre suit la même tendance (1 922 ; -5,5 %) grâce à la bonne dynamique dans les **travaux électriques** (-15 %) et les **équipements thermiques et climatiques** (-20 %). Certains métiers restent toutefois en grande difficulté comme la **plâtrerie** (+13 %) ou la **charpente** (+57 %). Les **travaux publics** sont à la peine avec 197 défaillances (+8,8 %), en particulier les **travaux de terrassement** (+18 %).

L'**immobilier** est toujours un foyer de très fortes tensions. La **promotion immobilière** enregistre 276 défaillances (+87,8 %). Ce taux tient à l'envolée des défauts de **supports juridiques de programmes immobiliers** (+180 %) dont plus de la moitié sont des sociétés de construction vente détenues par HPL Groupe. Les **agences immobilières** parviennent cependant à contenir leurs difficultés (-4,9 %).



COMMERCE : DES ÉVOLUTIONS TRÈS CONTRASTÉES

Avec 3 466 défaillances enregistrées au T2 2026, le commerce présente des volumes de défauts en hausse de 1,9 %. Cette hausse est principalement alimentée par la forte dégradation du commerce et de la réparation automobile, tandis que les situations se détendent dans le commerce de détail et le négoce interentreprises.

L'automobile reste le principal facteur de dégradation du secteur : à la fois pour le **commerce de voitures** (+11%) et l'**entretien-réparation automobile** (+ 28 %).

Le **commerce de détail** (1950 ; -1%) montre des signes d'amélioration au global, avec toutefois des dégradations sur plusieurs activités. Les tensions sont fortes pour les magasins multi-rayons (+ 3 %), tirés par les **épiceries** (+5 %). Le détail alimentaire (+5,2 %) reste fragile en **boucherie** (+18%) qui repasse comme en 2024 la barre des 100 procédures. Le **sport et loisirs** enregistre une forte hausse de 17 %, et en particulier pour les **magasins de sport** (+16 %). Les défaillances flambent pour les **librairies** (+58 %).

À l'inverse, la situation s'améliore pour les commerces de **soin de la personne et optique** (-5,3 %), portés par la **parfumerie** (-7%) ; l'**optique** décroche de 6% et la **pharmacie** de 16%. Bonne nouvelle pour le **bricolage et l'équipement** du foyer (-6%) notamment dans le **meuble** (-10%). Le commerce d'**habillement** signe aussi une nette amélioration (-14%).

Du côté du commerce interentreprises, les évolutions sont également très contrastées. Si le nombre de défaillances recule dans le négoce **alimentaire** (- 10 %) et les **matériaux de construction** (-22 %), il augmente dans le commerce de gros d'**habillement** (+30 %) et les **machines et équipements** (+18 %).



INDUSTRIE : DES ÉQUILIBRES FRAGILES

L'industrie stabilise son volume de défaillances autour de 1000 défauts (1 006 ; -0,5 %). A l'instar de la construction, cette apparente résistance masque des trajectoires contrastées selon les activités.

L'industrie **agroalimentaire** se dégrade légèrement avec 381 défaillances, contre 371 au deuxième trimestre 2025 (+2,7 %). La **boulangerie-pâtisserie**, qui concentre plus de la moitié des défauts, amortit (-4%) la hausse relevée chez les **cuisseurs de pain** (+33%), **pâtisseries** (+38%), **brasseurs** (+11%) ou dans la **transformation des viandes** (+24%).

L'industrie **manufacturière** résiste globalement (625 ; -2,3%) mais des tensions persistent dans les **matériaux de construction** dont le nombre de défaillances augmente rapidement (+55 %). Les difficultés sont très marquées dans la filière bois dans les activités de sciage, charpente et autres menuiseries. Le segment **énergie-environnement** est également dans le rouge (+6 %) plombé par la production d'électricité tandis que la récupération de déchets triés est favorablement orientée. En revanche, les défaillances reculent nettement dans le **textile-habillement** (-20 %) porté par la fabrication de vêtements de dessus, mais aussi dans l'**imprimerie** (-31 %) et dans les activités de **réparation et maintenance** (-15 %).



SERVICES AUX ENTREPRISES : LA DÉGRADATION S'ACCÉLÈRE ET GAGNE L'ENSEMBLE DES MÉTIERS DU SUPPORT

Avec 2 562 défaillances enregistrées au deuxième trimestre 2026, les services aux entreprises figurent parmi les secteurs les plus dégradés de la période. Le nombre de procédures progresse de +13,9 % sur un an. Cette hausse touche aussi bien les activités intellectuelles que les fonctions de support.

Les activités **scientifiques et techniques** totalisent à elles seules 1 191 défaillances, contre 1 038 un an plus tôt (+14,7 %). Les tensions sont particulièrement fortes dans le conseil en communication et en gestion (+19,6 %), les activités d'architecture et d'ingénierie (+14 %).

Les autres services spécialisés sont également dans le rouge (+10,1 %) notamment les agences de publicité (+8 %). Les **services administratifs aux entreprises** ne sont pas épargnés. Ils concentrent désormais 1 371 défaillances (+13,2 %). Les plus fortes tensions concernent les activités qui mobilisent de nombreux salariés. Les entreprises de **sécurité** voient leurs défaillances bondir de +22 %, tandis que les entreprises de **propreté** enregistrent une hausse de +16,8 %.



INFORMATION & COMMUNICATION : UNE STABILITÉ GLOBALE QUI MASQUE DES TRAJECTOIRES DIVERGENTES

Avec 569 défaillances enregistrées au deuxième trimestre 2026, le secteur de l'information et de la communication affiche une stabilité (572 procédures en 2025, soit -0,5 %) qui tranche avec les difficultés observées dans les autres activités de services.

Cependant, les **services informatiques** et l'édition de logiciels accusent une légère dégradation (+2,3 %) amortie par les **activités de conseil en systèmes informatiques** (+2%) ; la hausse est encore sévère pour la **programmation informatique** (+8%). À l'inverse, les activités de **l'information** et de la **communication** voient leurs défaillances reculer (-6,6 %) à la faveur de bons chiffres dans la production de films institutionnels ou pour le cinéma, tandis que celle destinée à la télévision est plus en difficulté.



TRANSPORT : LE FRET LONGUES DISTANCES EN DIFFICULTÉ

Les difficultés demeurent importantes dans le transport routier de marchandises même si le nombre de défaillances (439) recule de 2%.

Le transport routier de **fret interurbain** enregistre 196 défaillances, en hausse de +8,9 % sur un an. Le **fret de proximité** reste le segment le plus touché en volume avec 223 procédures, mais la tendance s'améliore très rapidement (-10,4 %). Dans le transport routier de voyageurs, les défauts se concentrent très largement sur les activités de taxis. Le niveau observé (254) est plus de deux fois supérieur à celui relevé avant la crise sanitaire. Dans les autres activités de transport, **la livraison à domicile**, qui concentre près de la moitié des défauts, recule en comparaison d'un T2 2025 qui avait été très sinistré.



SERVICES AUX CONSOMMATEURS : DE VIVES TENSIONS

Les services aux consommateurs enregistrent une nette dégradation au deuxième trimestre 2026. Le secteur totalise 811 défaillances, en hausse de +15,7 %. Cette progression est d'autant plus notable qu'elle touche presque toutes les activités.

Le cœur du secteur reste constitué par les coiffeurs, soins de beauté et activités corporelles, qui concentrent 567 procédures, en hausse de +14,3 %. La **coiffure** demeure l'activité la plus exposée en volume avec 312 défaillances (+12,2 %). La dégradation est plus modérée pour les **instituts de beauté** (+4,9 %), tandis que **l'entretien corporel** (centres minceurs, bronzage, bien être ...) connaît une envolée (+73 %).

Les activités de **réparation** se dégradent également fortement (+32 %). Les **autres services** à la personne progressent eux aussi à un rythme élevé (+13 %). Il s'agit de services très divers qui vont du pressing aux services funéraires en passant par le coaching ou la conciergerie multi-services.



CHR : L'HÉBERGEMENT SE DÉGRADE NETTEMENT

Dans **l'hébergement**, les difficultés s'accroissent fortement (133 procédures ; +41,5%). 91 **hôtels** ont connu la défaillance, en hausse de 54 %. Les structures **d'hébergement touristique de courte durée** suivent la même trajectoire (+50 %). La restauration concentre l'essentiel des procédures du secteur. La **restauration traditionnelle** demeure l'activité la plus touchée avec 997 défaillances, en hausse de 6,4 %. La situation est plus dégradée dans la restauration rapide avec 907 procédures (+13,9 %). Cette activité affiche désormais un volume de défauts presque équivalent à celui de la restauration traditionnelle.

Seule note plus favorable, les **débites de boissons** amorcent une légère amélioration. Les défaillances reculent à 288 procédures (-2,7 %).



AGRICULTURE : UNE HAUSSE PORTÉE PAR LES CULTURES

Le secteur agricole enregistre une nette poussée des défaillances au deuxième trimestre 2026 : 444 procédures, soit une hausse de +21 % sur un an. Les fragilisations les plus marquées se concentrent sur les activités de culture.

Les **cultures** totalisent 263 défaillances (+28 %). Deux activités portent l'essentiel de cette hausse avec la **vigne** (81 procédures, +16 %) et les **céréales** (+43 %).

Du côté de l'**élevage**, la hausse est plus contenue : 121 défaillances recensées au T2 2026, soit +12 %. Les tensions progressent dans l'élevage de **vaches laitières** (+38 %) après un bon deuxième trimestre 2025, et plus nettement dans l'élevage **d'ovins et de caprins** (+46 %). En revanche, les défaillances se replient dans l'élevage de **volailles** (-44 %).



SANTÉ, ACTION SOCIALE ET ENSEIGNEMENT : DES TENSIONS CROISSANTES

Le secteur totalise 1 075 défaillances, contre 917 un an plus tôt, soit une hausse de +17,2 %.

La hausse est d'abord portée par la santé humaine et l'action sociale, qui concentre 368 procédures, en hausse de 24,7 %. Les défaillances augmentent fortement dans la **santé humaine** (246 ; +22%) notamment chez les médecins généralistes et infirmiers. Les **activités sociales** sont encore davantage impactées (+26%, 122 procédures) notamment dans les crèches.

Les **activités récréatives** progressent plus modérément, avec 280 défaillances (+7,7 %). Le secteur reste néanmoins sous pression, dans un contexte où les dépenses de loisirs demeurent sensibles aux arbitrages des ménages.

L'**enseignement** affiche également une hausse contenue : 292 procédures au T2 2026, en hausse de 5,4 %.

Le reflux des défaillances se fait attendre dans une économie sans élan

Thierry Millon, Directeur des études Altares conclut :

« L'économie française résiste mais s'essouffle. Les prévisions de croissance s'orientent désormais sur un taux de + 0,7 %, un scénario incompatible avec un reflux des défaillances d'entreprises. Les épisodes successifs de canicule pourraient encore accentuer le ralentissement en pesant sur la consommation, la productivité et les secteurs particulièrement exposés. Face à une demande atone et à des coûts d'exploitation toujours élevés, les entreprises mobilisent davantage leurs ressources de trésorerie.

Cette situation fragilise en premier lieu les TPE et les PME, qui concentrent l'essentiel des défaillances. Et les facteurs « aggravants » ne sont plus ceux que l'on a longtemps pointé du doigt : les PGE sont quasiment soldés (1) et les assignations URSSAF ont rarement aussi peu pesé dans les ouvertures de procédures (2). La fragilité des entreprises n'est plus à chercher dans les dispositifs hérités de la gestion de la crise sanitaire mais dans une conjoncture qui affaiblit brutalement l'équilibre financier des entreprises. La demande intérieure reste atone, l'investissement sélectif, le marché du travail se tend et les entreprises arbitrent davantage entre prudence financière et nécessité d'adaptation.

Dans ces conditions, l'hypothèse de 34 000 à 35 000 nouvelles procédures collectives au second semestre apparaît vraisemblable. L'enjeu est alors moins de développer le business que de préserver les capacités de rebond en sécurisant trésoreries, investissement et chaînes d'approvisionnement. »

(1) Source - [Financement des entreprises FBF 2026-06](#)

(2) Source - [Baromètre économique Urssaf 2026-06](#)

SOMMAIRE

Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 2^e trimestre 2026

1. Statistiques détaillées des défaillances 2^e trimestre 2026

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^e trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 250 salariés** au cours du 2^e trimestre 2026
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en région au 2^e trimestre 2026

2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

PARTIE 1

Statistiques détaillées des défaillances

2^e trimestre 2026

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2^e trimestre sur 5 ans (Les données sont arrêtées au 1^{er} juillet de chaque année)

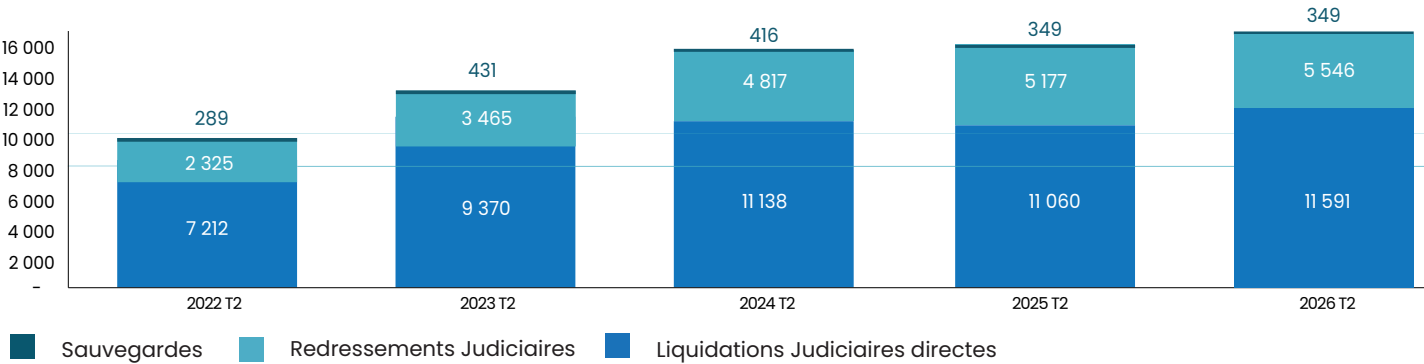
Nombre d'ouvertures	2022 T2	2023 T2	2024 T2	2025 T2	2026 T2	EVOLUTION T2 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	289	431	416	349	349	0.0%	367
Redressements Judiciaires	2 325	3 465	4 817	5 177	5 546	7.1%	4 266
Liquidations Judiciaires directes	7 212	9 370	11 138	11 060	11 591	4.8%	10 074
Total défaillances	9826	13266	16371	16586	17486	5.4%	14 707

Taux par nature de procédure	2022 T2	2023 T2	2024 T2	2025 T2	2026 T2	EVOLUTION T2 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2.9%	3.2%	2.5%	2.1%	2.0%	-0.1%	2.5%
Redressements Judiciaires	23.7%	26.1%	29.4%	31.2%	31.7%	0.5%	29.0%
Liquidations Judiciaires directes	73.4%	70.6%	68.0%	66.7%	66.3%	-0.4%	68.5%
Taux procédure	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%		100.0%

Nombre d'emplois concernés	2022 T2	2023 T2	2024 T2	2025 T2	2026 T2	EVOLUTION T2 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2 100	5 300	4 200	9 800	3 330	-66.0%	4 946
Redressements Judiciaires	12 880	29 000	40 300	31 300	33 000	5.4%	29 296
Liquidations Judiciaires directes	15 580	21 400	25 000	23 900	22 500	-5.9%	21 676
Total emplois menacés	30 560	55 700	69 500	65 000	58 830	-9.5%	55 918

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2022 T2	2023 T2	2024 T2	2025 T2	2026 T2	EVOLUTION T2 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	7.3	12.3	10.1	28.1	9.5	-66.0%	13.5
Redressements Judiciaires	5.5	8.4	8.4	6.0	6.0	-1.6%	6.9
Liquidations Judiciaires directes	2.2	2.3	2.2	2.2	1.9	-10.2%	2.2
Emplois menacés par entreprise	3.1	4.2	4.2	3.9	3.4	-14.2%	3.8

Histogramme des défaillances d'entreprises sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2025 T2				2026 T2				Évolution 2026 T2/ 2025 T2	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	185	3 307	8 681	12173	187	3,686	9 312	13185	8.3%	70.6%
3 à 5	46	745	1 332	2123	51	729	1 288	2068	-2.6%	62.3%
6 à 9	39	395	517	951	30	417	511	958	0.7%	53.3%
10 à 19	39	400	383	822	30	362	351	743	-9.6%	47.2%
20 à 49	24	233	126	383	37	244	113	394	2.9%	28.7%
50 à 99	7	56	13	76	8	61	13	82	7.9%	15.9%
100 et plus	9	41	8	58	6	47	3	56	-3.4%	5.4%
Total défaillances	349	5 177	11 060	16586	349	5 546	11 591	17486	5.4%	66.3%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2025 T2				2026 T2				Évolution 2025 T2/ 2026 T2	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	20	431	1543	1 994	26	487	1 735	2 248	12,7%	77,2%
3 à 5 ans	64	1 326	3 284	4 674	81	1 407	3 425	4 913	5,1%	69,7%
6 à 10 ans	85	1 457	2 982	4 524	77	1 510	3 078	4 665	3,1%	66,0%
11 à 15 ans	63	732	1 320	2 115	53	752	1 391	2 196	3,8%	63,3%
16 et plus	117	1 231	1 931	3 279	112	1 390	1 962	3 464	5,6%	56,6%
Total défaillances	349	5 177	11 060	16 586	349	5 546	11 591	17 486	5,4%	66,3%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

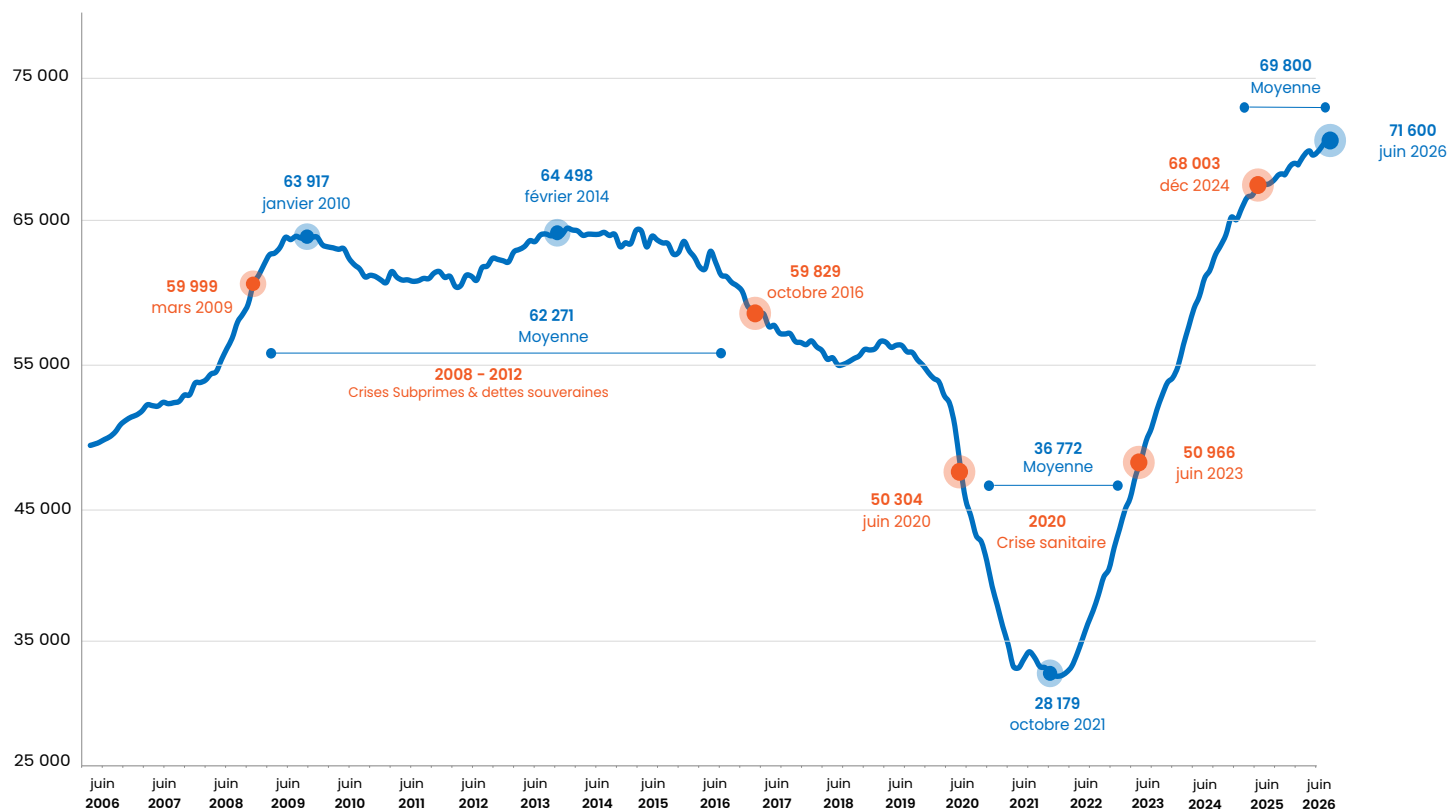
Activité		2025 T2				2026 T2				Évolution 2026 T2 /2025 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
		Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Agriculture		21	177	169	367	14	257	173	444	21,0%	39,0%
	Chasse, pêche, forêt		26	28	54		28	32	60	11,1%	53,3%
	Culture	15	97	93	205	10	167	86	263	28,3%	32,7%
	Élevage	6	54	48	108	4	62	55	121	12,0%	45,5%
Construction		57	1329	2797	4183	55	1290	2803	4148	-0,8%	67,6%
Bâtiment	Gros œuvre	4	387	812	1203	6	314	734	1054	-12,4%	69,6%
	Second œuvre	13	586	1434	2033	15	595	1312	1922	-5,5%	68,3%
	Travaux Publics	5	62	114	181	3	75	119	197	8,8%	60,4%
Immobilier	Promotion immobilière	5	47	95	147	1	32	243	276	87,8%	88,0%
	Agences immobilières	2	56	148	206	4	63	129	196	-4,9%	65,8%
	Autres activités immobilières	28	191	194	413	26	211	266	503	21,8%	52,9%
Commerce		54	899	2448	3401	46	977	2443	3466	1,9%	70,5%
Commerce & réparation véhicules	Commerce & réparation véhicules	8	184	525	717	8	232	583	823	14,8%	70,8%
Commerce de détail	Magasins multi-rayons	3	70	185	258	4	88	174	266	3,1%	65,4%
	Détail alimentaire	1	67	219	287	2	81	219	302	5,2%	72,5%
	Bricolage & équipement du foyer	5	79	171	255	5	48	187	240	-5,9%	77,9%
	Sport & loisirs	4	25	92	121	1	64	77	142	17,4%	54,2%
	Commerce d'habillement	5	90	187	282	4	54	185	243	-13,8%	76,1%
	Soin de la personne & optique	10	29	94	133	2	46	78	126	-5,3%	61,9%
	Vente hors magasin	2	83	265	350	3	78	249	330	-5,7%	75,5%
	Carburants & combustibles		3	4	7		5	13	18	157,1%	72,2%
	Autres commerces de détail	3	68	211	282	4	71	208	283	0,4%	73,5%
	Intermédiaires du commerce	2	27	79	108		33	67	100	-7,4%	67,0%
Commerce interentreprises	Alimentaire	1	35	90	126	3	30	80	113	-10,3%	70,8%
	Textile, habillement	2	14	31	47	1	16	44	61	29,8%	72,1%
	Biens domestiques	3	27	69	99	2	34	57	93	-6,1%	61,3%
	Équipements informatiques & électroniques	1	7	20	28		10	19	29	3,6%	65,5%
	Machines & équipements	3	29	47	79	3	38	52	93	17,7%	55,9%
	Matériaux de construction, sanitaire...	1	33	63	97	1	20	55	76	-21,6%	72,4%
	Autres commerces interentreprises		29	96	125	3	29	96	128	2,4%	75,0%
Industrie		30	370	611	1011	33	392	581	1006	-0,5%	57,8%
Industrie agroalimentaire	Industrie alimentaire	9	137	225	371	10	141	230	381	2,7%	60,4%
	Dont Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes	3	98	168	269	6	103	162	271	0,7%	59,8%
Industrie manufacturière	Textile, habillement, cuir	2	21	46	69	1	16	38	55	-20,3%	69,1%
	Bois, matériaux de construction	1	16	23	40	1	27	34	62	55,0%	54,8%
	Imprimerie	1	21	23	45	2	9	20	31	-31,1%	64,5%
	Métallurgie, mécanique	4	41	57	102	5	58	41	104	2,0%	39,4%
	Énergie, Eau, Environnement	1	24	41	66	4	24	42	70	6,1%	75,7%
	Réparation, maintenance	1	38	64	103	3	32	53	88	-14,6%	139,8%
	Autres industries manufacturières	11	72	132	215	7	85	123	215	0,0%	57,2%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2025 T2				2026 T2				Évolution 2026 T2 /2025 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Information & communication	24	142	406	572	10	164	395	569	-0,5%	69,4%
Services informatiques & édition de logiciels	15	99	275	389	8	113	277	398	2,3%	69,6%
Autres activités information & communication	9	43	131	183	2	51	118	171	-6,6%	69,0%
Transport & logistique	7	222	580	809	8	224	566	798	-1,4%	70,9%
Transport routier de marchandises	4	127	317	448	5	131	303	439	-2,0%	69,0%
Autres activités de transport		33	71	104	1	24	60	85	-18,3%	70,6%
Transport routier de voyageurs	3	62	192	257	2	69	203	274	6,6%	74,1%
Activités d'assurance et financières	13	62	119	194	22	78	117	217	11,9%	53,9%
Activités financières	13	51	93	157	22	67	95	184	17,2%	51,6%
Activités d'assurance		11	26	37		11	22	33	-10,8%	66,7%
Services aux entreprises	86	715	1448	2249	96	782	1684	2562	13,9%	65,7%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	13	98	247	358	13	115	266	394	10,1%	67,5%
Conseil en communication et gestion	8	101	294	403	11	121	350	482	19,6%	72,6%
Services d'architecture et d'ingénierie	9	82	186	277	13	100	202	315	13,7%	64,1%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	42	126	167	335	43	126	184	353	5,4%	52,1%
Autres services administratifs aux entreprises	12	157	289	458	11	138	374	523	14,2%	71,5%
Sécurité		42	79	121	3	43	102	148	22,3%	68,9%
Nettoyage de bâtiments	2	109	186	297	2	139	206	347	16,8%	59,4%
Services aux particuliers	10	168	523	701	7	208	596	811	15,7%	73,5%
Activités de réparation	2	18	45	65	2	19	65	86	32,3%	75,6%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	8	112	376	496	2	155	410	567	14,3%	72,3%
Autres services à la personne		38	102	140	3	34	121	158	12,9%	76,6%
Hébergement, restauration, débits de boissons	27	762	1393	2182	30	793	1567	2390	9,5%	65,6%
Hébergement	4	41	49	94	6	55	72	133	41,5%	54,1%
Restauration	21	615	1156	1792	24	646	1299	1969	9,9%	66,0%
Dont Restauration traditionnelle	17	347	573	937	13	358	626	997	6,4%	62,8%
Dont Restauration rapide	4	240	552	796	11	270	626	907	13,9%	69,0%
Débits de boissons	2	106	188	296		92	196	288	-2,7%	68,1%
Autres activités	20	331	566	917	28	381	666	1075	17,2%	62,0%
Santé humaine & action sociale	6	136	153	295	12	184	172	368	24,7%	46,7%
Activités récréatives	3	86	171	260	8	87	185	280	7,7%	66,1%
Enseignement	6	85	186	277	5	83	204	292	5,4%	69,9%
Autres activités	5	24	56	85	3	27	105	135	58,8%	77,8%
Total défaillances	349	5 177	11 060	16 586	349	5 546	11 591	17 486	5,4%	66,3%

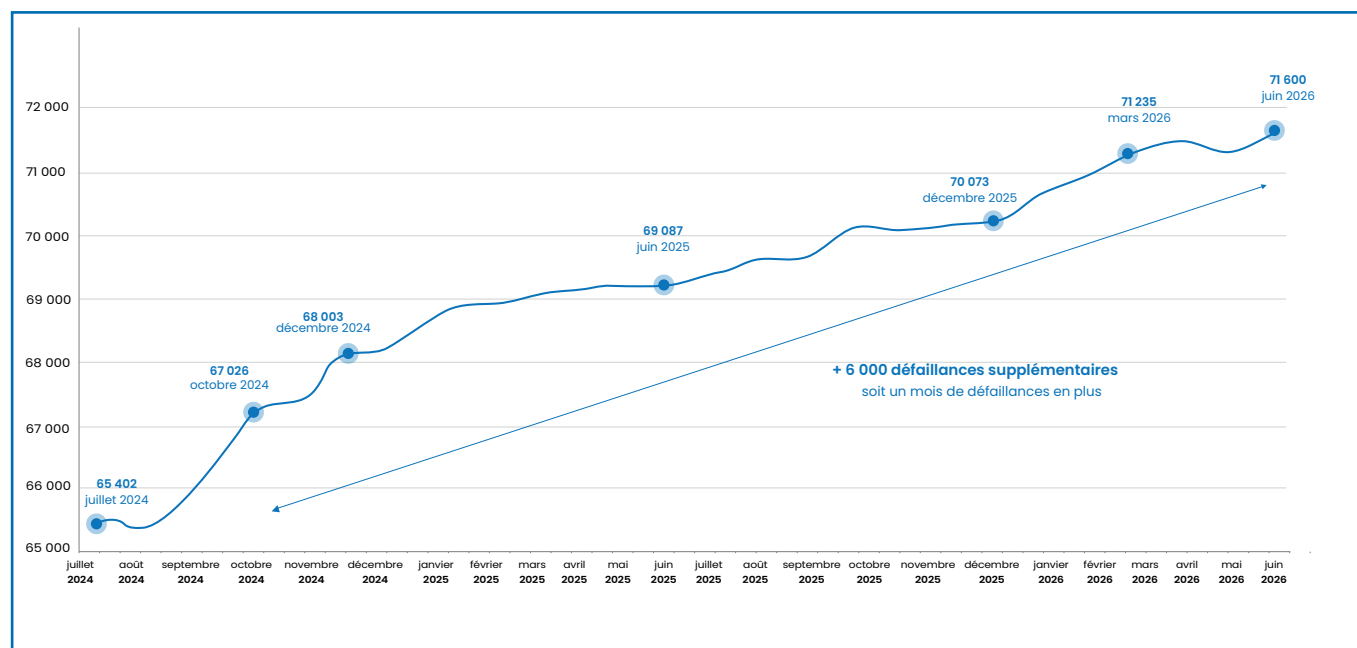
Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 20 ans

(Données 12 mois glissants – juin 2006 à juin 2026)



Zoom sur l'évolution des défaillances d'entreprises en France depuis décembre 2024

(Données 12 mois glissants)



Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

Régions	2025 T2				2026 T2				Évolution 2026 T2 / 2025 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Auvergne Rhone-Alpes	54	571	1 342	1 967	58	764	1 596	2 418	22.9%	66.0%
Bourgogne Franche-Comte	9	177	327	513	12	154	302	468	-8.8%	64.5%
Bretagne	17	214	360	591	15	174	377	566	-4.2%	66.6%
Centre-Val de Loire	11	218	320	549	14	192	273	479	-12.8%	57.0%
Corse	2	57	41	100	2	38	45	85	-15.0%	52.9%
Grand Est	19	294	757	1 070	20	381	702	1 103	3.1%	63.6%
Hauts-de-France	16	444	689	1 149	11	363	873	1 247	8.5%	70.0%
Ile-de-France	61	808	3 239	4 108	52	951	3 302	4 305	4.8%	76.7%
Normandie	15	194	440	649	3	204	401	608	-6.3%	66.0%
Nouvelle-Aquitaine	54	547	1 024	1 625	55	596	1 053	1 704	4.9%	61.8%
Occitanie	40	497	898	1 435	37	544	952	1 533	6.8%	62.1%
Pays de la Loire	16	276	464	756	24	260	483	767	1.5%	63.0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15	664	861	1 540	31	696	796	1 523	-1.1%	52.3%
Guadeloupe	6	30	61	97	2	37	97	136	40.2%	71.3%
Guyane	1	34	16	51	4	29	25	58	13.7%	43.1%
Martinique	2	44	69	115	1	38	96	135	17.4%	71.1%
Reunion	10	101	139	250	8	118	204	330	32.0%	61.8%
Mayotte		3	1	4		2	5	7	75.0%	71.4%
Autres Outre-Mer, Etran- ger, Non connu	1	4	12	17		5	9	14	-17.6%	64.3%
Total défaillances	349	5,177	11,060	16,586	349	5,546	11,591	17 486	5.4%	66.3%

Les défaillances d'entreprises de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 250 salariés au 2^e trimestre 2026

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

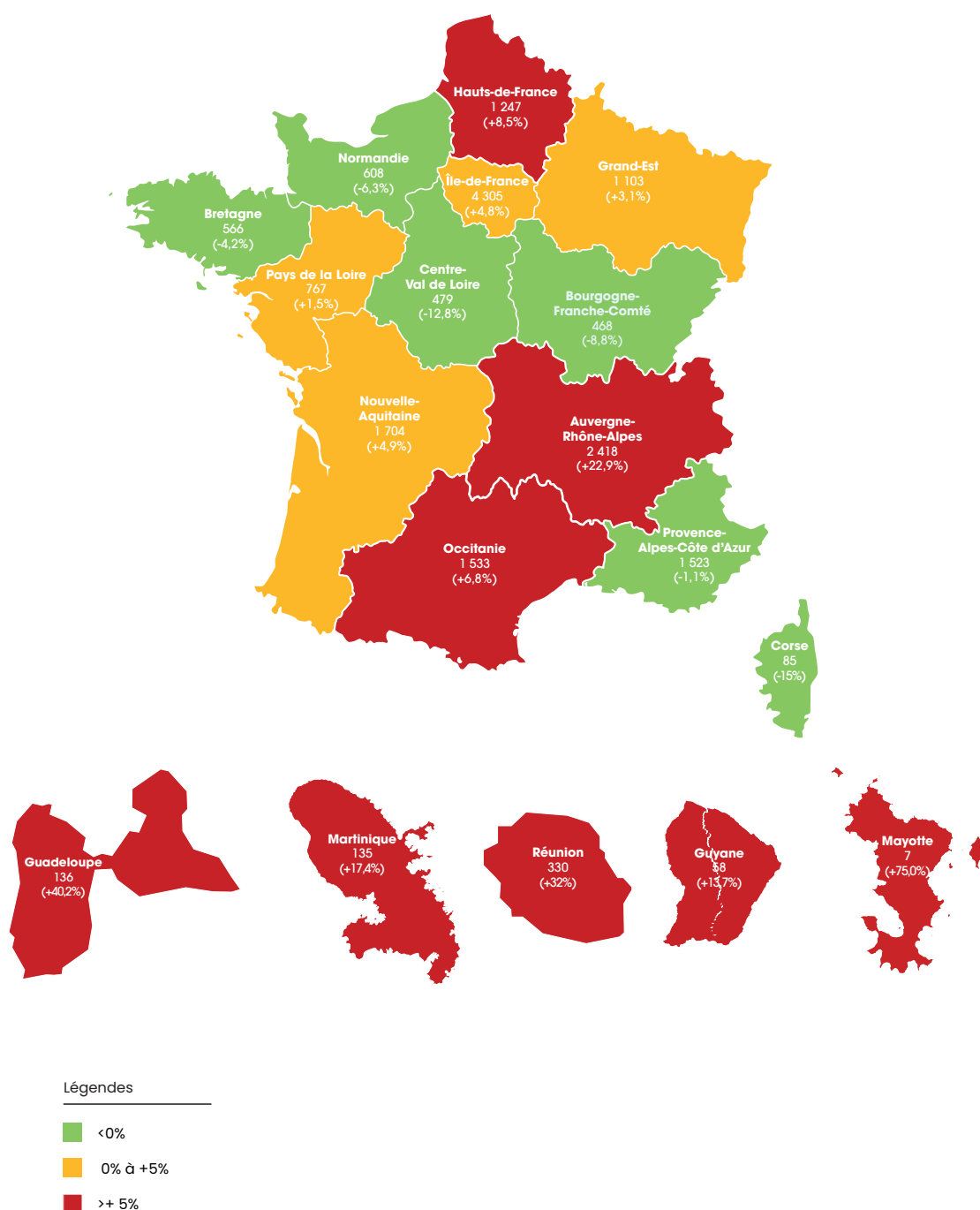
RAISON SOCIALE	ACTIVITE	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE CA	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS SAS	Fabrication de pâte à papier	31	268	204.4	2024	Redressement judiciaire	Avril
FIBRE EXCELLENCE PROVENCE	Fabrication de pâte à papier	13	262	151.3	2024	Redressement judiciaire	Avril
VENATOR FRANCE	Fabrication commercialisation de pigments	75	3	119.3	2024	Conversion en liquidation judiciaire de la procédure de sauvegarde ouverte en décembre 2025.	Avril
SEAFIRST TRADING	Commerce interentreprises matériel informatique	91	97	116.5	2023	Liquidation judiciaire	Avril
B.J.F.	Travaux de maçonnerie générale	77	104	94.1	2024	Redressement judiciaire	Avril
PARISOT INDUSTRIE (P3G Groupe)	Fabrication de meuble en kit	70	464	83.9	2025	Redressement judiciaire	Juin
SA LE FURET DU NORD (groupe Nosoli)	Librairie	59	319	81.9	2025	Redressement judiciaire	Juin
CBA MEUBLES (P3G Groupe)	Fabrication de meuble en kit	59	492	80.1	2024	Redressement judiciaire	Juin
SAMSON CHERQUI (CIACAM)	Production et négoce de légumes secs	13	45	61.3	2024	Redressement judiciaire	Juin
POLYCLINIQUE PAU PYRENEES	Activités hospitalières	64	634	59.8	2024	Redressement judiciaire	Avril
DECITRE (groupe Nosoli)	Librairie	69	182	54.8	2025	Redressement judiciaire	Juin
GIBERT JOSEPH VITRY	Librairie	75	105	52.2	2025	Redressement judiciaire	Avril
LMS SA (LA MAISON DU SOL)	Revêtements de sol	92	176	51.5	2024	Redressement judiciaire (converti en LJ en mai)	Avril
SELEXTRA	Téléachat	75	43	43.9	2024	Conversion en redressement judiciaire de la procédure de sauvegarde ouverte en décembre 2025	Juin
SOLUTIONS 30 SUD-EST	installation des réseaux de télécoms	83	134	43.8	2024	Redressement judiciaire (converti en LJ en juin)	Avril
MS MOTORS	Achat, vente et customisation de véhicules haut de gamme	06	15	41.8	2023	Conversion en redressement judiciaire de la procédure de sauvegarde ouverte en juillet 2025	Mai
PRO-CASH FOOD	Grossiste alimentaire	13	24	40.0	2024	Redressement judiciaire	Juin
GIBERT JOSEPH PARIS	Librairie	75	184	39.0	2025	Redressement judiciaire	Avril
DRAEGER (LA CARTERIE)	Papeterie, carterie et accessoires de mode	75	300	39.0	2021	Redressement judiciaire sur résolution du plan de sauvegarde de décembre 2023	Avril

Les défaillances d'entreprises de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 250 salariés au 2^e trimestre 2026

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE CA	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
ULTINON MOTION COMMERCIAL FRANCE	Accessoires électriques, lampes véhicules	92	39	37.0	2023	Redressement judiciaire (converti en LJ en juin)	Avril
BRELET TRANSPORTS	Transports routiers de fret interurbains	44	194	34.8	2024	Redressement judiciaire	Avril
CAR CENTER	Vente de véhicules aux professionnels automobile	68	14	34.3	2023	Procédure de sauvegarde	Mai
LEFEBVRE TEXTILE	Commerce de linge de maison	59	100	33.1	2020	Procédure de sauvegarde	Avril
DILIGENCE LOCATION ET SERVICES	Transports routiers de fret de proximité	95	337	28.5	2024	Redressement judiciaire	Avril
MonCDI	Travail à temps partagé	75	559	22.1	2023	Redressement judiciaire	Mai
ARC EN CIEL BOURGOGNE SAS	Nettoyage courant des bâtiments	21	281	9.3	2024	Redressement judiciaire	Avril
Association ARISSE	Gestion d'établissements médico-sociaux	78	748	NC		Redressement judiciaire	Mai
DTH (Drive To Home)	livraison à domicile.	13	650	NC		Redressement judiciaire	Juin

Carte d'évolution des défaillances par région au 2^e trimestre 2026



ANNEXES

Note méthodologique

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou d'un tribunal des affaires économiques ou d'un Tribunal Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ni les reprises de liquidation judiciaire (après clôture pour insuffisance d'actif). Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de

données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistré.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 3 janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 et 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 et 59 à 61 et 62 à 6312 et 6391 et 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 et 9604
Autres services à la personne	9601B et 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSONS	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter
pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris

L'analyse trimestrielle



Altares

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 La Défense
CEDEX
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

Relations presse

Urielle Dutartre
urielle.dutartre@coriolink.com
06 62 82 71 62

A propos d'Altares

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 600 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

Altares propose depuis début 2005 deux types d'analyses liées aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

Paris

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 LA DEFENSE
CEDEX
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek
Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1032
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

www.altares.nl

Altares-D&B

Tour Landscape 6, Place des Degrés CS 40344, 92045 La Défense | Tél. : 01 41 37 50 00 |
SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |
TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 27-545-4064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com